

Il vaut la peine, je crois, de faire remarquer aux députés les changements fabuleux qui se sont produits dans un temps relativement court. Je me souviens du temps, qui n'est pas si éloigné d'ailleurs, où le Canada se contentait d'exporter des produits primaires, en dehors de quelques tracteurs et d'un nombre relativement faible de produits finis. La transformation qui s'est opérée au cours des 25 ou 30 dernières années est particulièrement étonnante dans la région d'où je viens.

Je crois que ceux d'entre nous qui viennent de Toronto sont un peu moins enthousiastes lorsqu'il s'agit d'implanter de nouvelles industries que lorsqu'on nous parle d'industrialiser d'autres régions du Canada où la crise du chômage est telle que l'emploi représente une question vitale. Nous qui représentons la région de Toronto, sommes aussi moins intéressés en 1976 que nous pouvions l'être en 1947. Mais je trouve qu'il est difficile de dire que les politiques gouvernementales sont aussi mauvaises que cela—et bien entendu cela remonte à la période d'après-guerre—quand nous entendons un député de Colombie-Britannique se plaindre aujourd'hui des problèmes des entrepreneurs de cette province, alors qu'il y a trente ans, l'idée même de l'existence d'entrepreneurs était bien peu courante.

Lorsque nous parlons de commerce, je ne vois pas comment nous pouvons nous considérer à part du reste du monde industrialisé. Nous ne pouvons oublier, je crois, que depuis 1970, le monde vit dans le chaos économique. Nous devons nous souvenir que l'énergie utilisée dans la fabrication de chaque article et de chaque produit manufacturé usuel, a augmenté huit fois depuis 1970.

Un baril de pétrole brut arabe qui, je crois, sert de prix de base sur le marché du pétrole se vendait en 1970 \$1.50 environ, alors qu'aujourd'hui il coûte \$11.50. Je ferai remarquer également aux députés que le coût de production de ce baril de pétrole est de 17c., alors que son transport dans le pipe-line jusqu'au tanker du golfe d'Arabie ou de tout autre pays d'origine est je crois de 27c. Je ne vois pas comment on peut omettre de parler du commerce international et du bouleversement fantastique qui s'est produit dans ce domaine sans tenir compte de ce facteur essentiel.

De toute évidence, cette multiplication par huit qu'ont imposée la plupart des pays non industrialisés est l'élément le plus important de l'histoire économique du monde occidental depuis la révolution industrielle de 1770. C'est la première fois que les pays industriels n'ont, en fait, pas réussi à imposer leurs vues aux pays du monde non industrialisés. Cela a certes influé sur les tendances commerciales canadiennes en ce qui concerne les produits fabriqués de même que sur les tendances commerciales de nos associés.

Je voudrais signaler aux députés que lors de l'important voyage du premier ministre (M. Trudeau) au Mexique, à Cuba et au Venezuela, les députés de l'opposition se sont particulièrement intéressés à son séjour à Cuba. Je n'ai guère entendu parler de sa visite au Venezuela. Je pense qu'il importe de rétablir les faits. Chose certaine, 7 p. 100 des exportations du Venezuela sont destinées au Canada et se composent principalement de pétrole. Le volume de nos exportations au Venezuela est si faible qu'on pourrait à peine en calculer le poids.

Subsides

Le premier ministre s'est rendu au Venezuela pour aider à rectifier la situation, mais les honorables vis-à-vis préfèrent faire des remarques ridicules au sujet de son arrêt à Cuba, car cela fait plus de bruit. Ils ne s'intéressent guère à la tentative du premier ministre en vue de favoriser l'industrie canadienne et le commerce canadien avec des pays comme le Venezuela avec lesquels nous faisons ordinairement peu d'affaires dans le domaine de l'exportation des produits manufacturés. Les députés d'en face, je le sais, s'intéressent beaucoup plus à l'escale du premier ministre à La Havane qu'ils n'attachent de valeur réelle à sa visite au Venezuela.

● (2150)

Je tiens à signaler que nos relations commerciales ont été perturbées depuis 1970; d'ailleurs, c'est un phénomène mondial. Il est bon de rappeler ce que préconisent certains députés d'en face. L'un d'eux prétend que nous devrions interdire aux touristes canadiens d'aller à l'étranger, que notre balance des paiements et notre situation économique en seraient profondément modifiées.

Pour la gouverne des députés, je dis que les Canadiens vivent dans une société riche, on pourrait même dire la société la plus riche du monde, si le tourisme en est un indice. Le Canada représente le plus grand marché de tourisme du monde. Les Canadiens dépensent plus d'argent à l'étranger que tout autre peuple de la terre, ce qui indique qu'ils ont de l'argent à dépenser et des emplois. Un grand nombre de ces emplois sont dans le secteur de la fabrication, qui semble tant préoccuper les députés d'en face. Je ne crois pas qu'il serait utile de commencer à restreindre les dépenses des Canadiens à l'étranger. Les Canadiens ont besoin de voyager, d'apprendre et de profiter de tout ce que leur apporte le fait d'être devenus de grands voyageurs internationaux depuis quinze ou vingt ans.

J'aimerais aussi signaler que je n'ai jamais prétendu être un expert en commerce international, mais je crois que le crédit que nous avons accordé à l'Union soviétique l'an dernier a favorisé la vente des marchandises canadiennes. Il en est de même pour le crédit accordé à l'Indonésie annoncé hier par le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson). Je n'ai pas sous la main la liste des pays auxquels nous avons accordé des facilités de crédit, mais je sais qu'il y en a pas mal. Il vaut aussi la peine de signaler le lien contractuel que nous voulons établir avec la Communauté économique européenne, pour briser la trop grande dépendance de notre commerce à l'égard du marché américain. C'est une excellente initiative que d'essayer d'étendre ce marché à la Communauté européenne. C'est un pas dans la bonne voie que fait le gouvernement du Canada.

Comme je visite les régions dotées de fabriques et de manufactures, ce qui me frappe, je dois dire, ce n'est pas la faible productivité ni l'importance moindre accordée à l'exportation des produits ouverts mais, au contraire, c'est qu'à tout prendre, notre productivité soit si forte. Nous avons fait des efforts inouïs—qui ont réussi, le résultat des 20 dernières années le prouve—pour vendre nos produits de fabrication outre-mer.

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, les deux aspects principaux de la motion à l'étude ce soir, qu'a proposée le député de York-Simcoe (M. Stevens), sont la statistique commerciale alarmante et la baisse de productivité. Je suppose que les chiffres du PNB, qui doivent être publiés mercredi, prouvent que l'économie canadienne traverse sa pire crise en 20 ans.